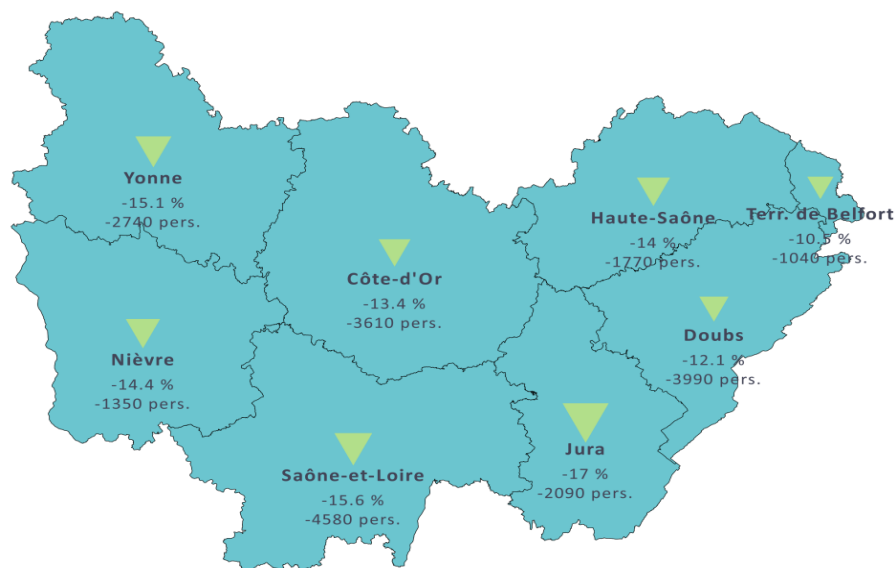


INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2020
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :

- 11,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2020

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **10 200** (- 17,0 % sur un trim.)
Cat. B, C : **8 250** (+ 30,7 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **18 450** (- 0,8 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,4 % au 2^{ème} trimestre 2020
-0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2020
(France métropolitaine : 7,0 % ; -0,6 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

83 310 au 2^{ème} trimestre 2020
- 0,3 % par rapport au 1^{er} Trim. 2020

● RECOURS À L'INTÉRIM

2 460 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2020
+ 31,1 % par rapport au 1^{er} Trim. 2020

Au deuxième trimestre 2020 :

L'emploi salarié (privé et public) est resté globalement stable dans le Jura, soit 270 emplois en moins par rapport au premier trimestre. Hors intérim, l'emploi baisse dans tous les secteurs, particulièrement dans les services marchands. Sur un an, l'emploi salarié diminue de 2 % ; une baisse moins importante qu'au niveau régional (-3,1 %). Suite aux mesures de déconfinement l'emploi intérimaire repart à la hausse (+31,1 % soit +580 intérimaires). La demande est très forte dans la construction et l'industrie. Afin de limiter les effets de la crise sanitaire sur l'emploi, le dispositif d'activité partielle a été assoupli et élargi. Entre le 1er avril et le 30 juin, près de 4 200 établissements y ont eu recours. Environ 18 000 salariés ont été indemnisés au titre de l'activité partielle, soit 22 % des salariés du département. Sur cette période 4 millions d'heures ont été chômées, ce qui correspondrait à environ 3 300 emplois équivalents-temps plein.

Au troisième trimestre 2020

Le nombre d'établissements autorisés à recourir à l'activité partielle s'élève à près de 1 700 concernant l'emploi de 20 000 salariés. Les défaillances d'entreprises sont en nette diminution, en lien avec l'adaptation des textes relatifs aux procédures collectives. Les créations d'entreprises sont plus nombreuses que l'an dernier. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sans activité (cat.A) enregistre une très forte baisse et s'établit à 10 200 personnes ; cette baisse intervient dans un contexte de forte hausse des demandeurs d'emplois exerçant une activité réduite (cat. BC). Les entrées à Pôle emploi diminuent en raison d'un nombre de personnes arrivées en fin de contrat moins important. Les sorties de Pôle emploi baissent également en lien avec les radiations administratives et les reprises d'emploi moins nombreuses.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Jura :

Données CVS-CJO

	T3 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	10 200	-17,0	+6,1
Catégories B, C	8 250	+30,7	+3,4
Catégories A, B, C	18 450	-0,8	+4,9

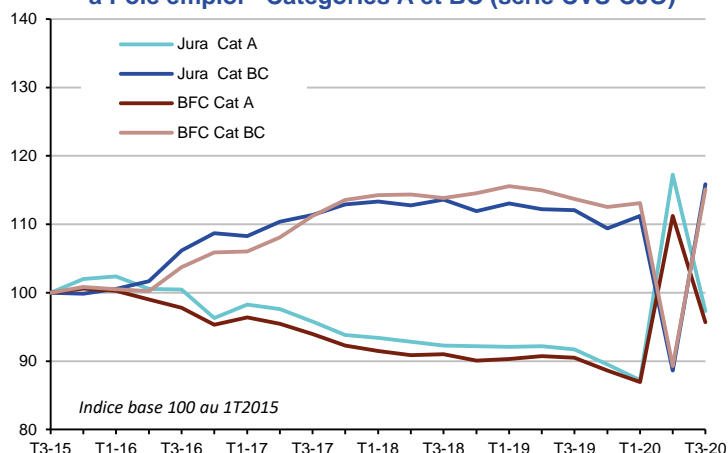
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T3 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	130 430	-14,0	+5,7
Catégories B, C	92 330	+28,9	+1,3
Catégories A, B, C	222 760	-0,2	+3,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura		BFC		
	T3 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	5 300	-17,1	+7,5	-15,1	+7,6
< 25 ans	860	-22,5	+10,3	-18,9	+11,8
25 - 49 ans	2 980	-19,0	+8,4	-16,4	+9,0
50 ans et plus	1 460	-8,2	+4,3	-9,4	+2,5
Femmes	4 900	-16,9	+4,7	-12,7	+3,7
< 25 ans	670	-27,2	-5,6	-19,3	+2,5
25 - 49 ans	2 770	-16,8	+6,5	-12,8	+4,8
50 ans et plus	1 460	-11,5	+7,4	-8,9	+2,2
Total	10 200	-17,0	+6,1	-14,0	+5,7
< 25 ans	1 530	-25,0	+2,0	-19,1	+7,5
25 - 49 ans	5 740	-18,1	+7,3	-14,7	+6,9
50 ans et plus	2 930	-9,6	+6,2	-9,1	+2,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura		BFC		
	T3 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 770	-0,6	+7,9	-0,6	+6,4
< 25 ans	1 430	-4,0	+11,7	-1,8	+13,5
25 - 49 ans	5 140	-0,6	+8,2	-0,7	+6,2
50 ans et plus	2 210	+2,3	+5,2	+0,4	+2,4
Femmes	9 670	-1,0	+2,2	+0,2	+1,5
< 25 ans	1 290	-5,1	0,0	-1,6	+3,6
25 - 49 ans	5 570	-0,9	+2,6	+0,3	+1,3
50 ans et plus	2 820	+1,1	+2,9	+0,8	+1,1
Total	18 450	-0,8	+4,9	-0,2	+3,8
< 25 ans	2 720	-4,6	+5,8	-1,7	+8,6
25 - 49 ans	10 700	-0,9	+5,1	-0,2	+3,7
50 ans et plus	5 020	+1,4	+3,7	+0,6	+1,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	10 240	-4,2	+3,5	-2,6	+3,9
DELD :					
1 à 2 ans	3 860	+3,5	+6,6	+3,1	+6,5
2 à 3 ans	1 830	+4,6	+5,8	+1,7	-2,8
3 ans et plus	2 510	+3,3	+6,8	+2,7	+4,6
Total DELD	8 200	+3,7	+6,5	+2,7	+3,8
Part des DELD	44,4%	+1,9 pt	+0,6 pt	+1,3 pt	0,0 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2020	Moyenne annuelle 2020	
Catégories A, B, C		2020	2019
Assurance chômage	11 070	10 380	9 240
Solidarité - Etat	850	840	860
Autres	170	170	nd
Total DE indemnisés	12 090	11 390	10 100
Formation	640	690	nd
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	62,6%		
BFC	57,6%		

nd : non disponible

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	439	-49	-10,1	-362	-7,7
Fin de mission d'intérim	106	-69	-39,5	-623	-35,6
Démission	92	-6	-6,5	-70	-6,9
Rupture conventionnelle	134	+9	+7,5	+196	+15,5
Licenc. économique	48	+13	+37,5	+159	+48,8
Autre licenciement	116	-30	-20,4	-106	-7,2
Première entrée ⁽¹⁾	164	+19	+13,4	+171	+9,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	330	0	-0,1	+31	+0,8
Réinscription rapide ⁽³⁾	234	-56	-19,2	-615	-16,2
Autre motif ⁽⁴⁾	90	-5	-5,2	-45	-3,8
Motif indéterminé	132	-10	-7,2	-94	-4,3
Total	1 884	-184	-8,9	-1 359	-5,8

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	323	-52	-13,9	-805	-19,5
Entrée en stage ou formation	222	-24	-9,9	+147	+5,2
Arrêt de recherche**	191	+12	+6,7	+5	+0,3
dont maladie	112	+17	+17,8	+97	+9,4
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	809	+39	+5,0	+398	+4,3
Radiation administrative	68	-68	-50,2	-648	-37,3
Autre cas ⁽²⁾	155	-26	-14,2	-75	-3,9
Total	1 768	-120	-6,3	-978	-4,5

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2020	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 920	-16,2	+1,6	49,0	15,6	28,8	8,4
Lons-le-Saunier	3 880	-17,3	+3,5	47,7	15,2	28,4	8,3
Saint-Claude	2 400	-17,8	+20,0	46,7	13,8	29,2	10,0
Jura	10 200	-17,0	+6,1	48,0	15,0	28,7	8,7

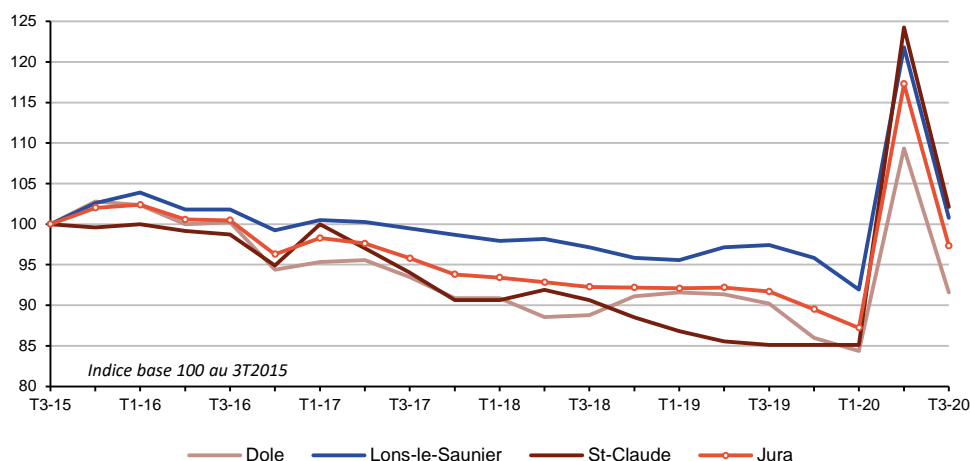
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2017

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2020	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2020	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	7 280	-1,5	+2,2	3 400	+3,0	+4,0
Lons-le-Saunier	7 090	-0,7	+4,0	3 080	+3,7	+8,5
Saint-Claude	4 070	0,0	+11,8	1 720	+4,9	+8,2
Jura	18 450	-0,8	+4,9	8 200	+3,7	+6,5

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
610	+1,7	680	+38,8
640	-4,5	690	+43,8
340	-10,5	360	+33,3
1 590	-3,6	1 730	+39,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2021.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

Activité partielle

Données CJO*		Jura	
Heures autorisées		T2 2020	T3 2020
Nombre de demandes en cours		4 894	1 795
Volume d'heures autorisées		11 973 495	5 730 866
dont :	Agriculture	101 902	18 543
	Industrie	4 058 471	2 720 003
	Construction	1 537 619	348 907
	Commerce	2 170 205	594 708
	Services	4 105 298	2 048 705
Etablissements autorisés		4 590	1 716
dont :	étabs de 50 sal. et plus	197	147
Nombre de salariés concernés**		38 102	19 983
Total heures autorisées 12 mois glissés		14 209 035	19 883 337

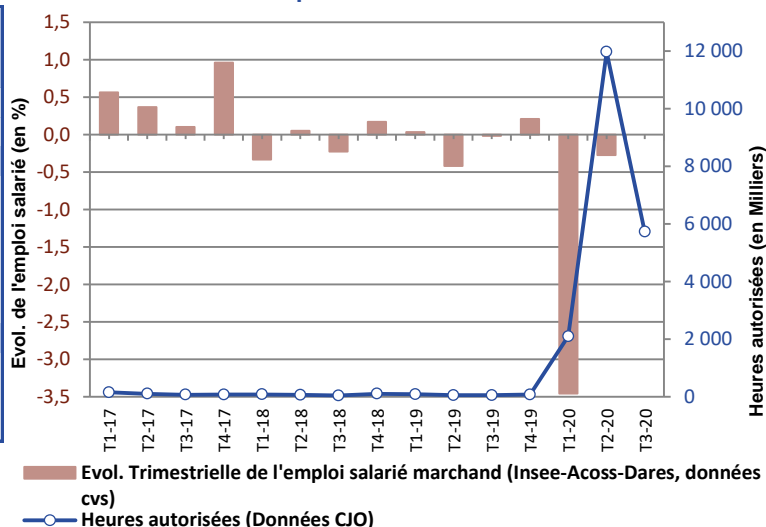
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : le calcul d'indicateurs concernant les autorisations d'activité partielle a été révisé. Il inclut désormais les autorisations d'activité partielle qui sont en cours dans le trimestre quelle que soit la date de début de la période durant laquelle l'établissement est autorisé à recourir au dispositif. De ce fait, les données présentées ici ne peuvent pas être comparées aux données publiées dans les bulletins précédents.

Activité partielle : heures autorisées



Données brutes		Jura	
Heures consommées		T1 2020	T2 2020
Nombre d'heures consommées*		975 570	3 995 905
dont :	Agriculture	4 888	27 847
	Industrie	268 343	1 254 125
	Construction	138 021	372 349
	Commerce	184 753	718 107
	Services	379 566	1 623 478
Etabs ayant consommé des heures		3 540	4 161
dont :	étabs de 50 sal. et plus	134	176
Nombre de salariés concernés**		7 292	18 074
Total heures consommées 12 mois glissés		1 002 376	4 989 337

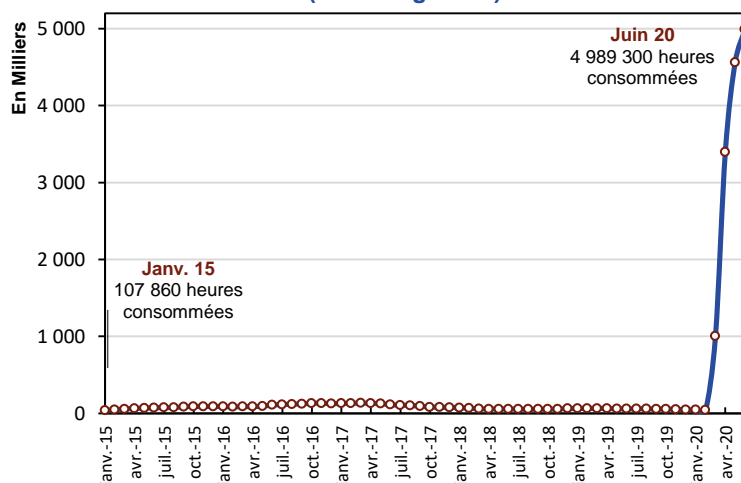
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
Créations d'entreprises		T3 2020	Evol./T3 2019
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		561	+24,1
dont :	Entreprises individuelles	nd	nd
	Micro-entrepreneurs	nd	nd
	Sociétés	130	+15,0
Cumul sur 12 mois glissés		2 023	+11,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		nd	nd
Cumul sur 12 mois glissés		nd	nd

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

nd : non disponible

Avertissement : En raison de la revue des séries des créations d'entreprises par l'Insee, la diffusion des données relatives aux entreprises individuelles et aux micro-entrepreneurs est interrompue. Les séries complètes seront à nouveau disponibles dès 2021.

Défaillances d'entreprises

Données brutes		Jura	
Ouvertures de procédures		T3 2020	Evol./T3 2019
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		28	-24,3
dont :	Sauvegardes	s	n.s.
	Redressements judiciaires	s	n.s.
	Liquidations judiciaires directes	26	+30,0
Nombre d'emplois menacés		54	-60,3
dont :	Agriculture	s	n.s.
	Industrie	s	n.s.
	Construction	36	+157,1
	Commerce	4	-84,6
	Services	10	+42,9
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		144	-11,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement DIRECCTE BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Jura 2 ^{ème} trimestre 2020 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	1 340	+20	+1,5	+90	+7,1	1 340	+20	+1,5	+90	+7,1
Industrie	18 920	-100	-0,5	-480	-2,5	20 190	+230	+1,1	-1 130	-5,3
Industrie agro-alimentaire	3 950	+10	+0,2	+20	+0,5	4 440	+110	+2,5	+70	+1,7
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 240	+10	+1,1	-10	-1,1	1 300	+30	+2,4	-40	-2,9
Equipements élec. électron. info., autres machines	980	-10	-1,0	-40	-3,7	1 010	0	+0,2	-100	-9,1
Matériels de transport	450	-10	-1,8	-20	-3,7	480	-10	-2,0	-120	-19,7
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 300	-100	-0,8	-430	-3,4	12 970	+100	+0,8	-950	-6,8
Construction	5 040	-20	-0,4	-70	-1,3	5 320	+80	+1,6	-140	-2,6
Commerce ; réparation auto.	11 120	-80	-0,7	-50	-0,4	11 340	-60	-0,5	-90	-0,8
Services marchands	16 540	-430	-2,6	-670	-3,9	17 000	-430	-2,5	-740	-4,2
Transports et entreposage	4 170	-70	-1,7	-100	-2,3	4 300	-30	-0,8	-110	-2,5
Hébergement et restauration	2 440	-210	-7,8	-370	-13,3	2 450	-200	-7,6	-380	-13,5
Information et communication	310	-10	-2,9	-20	-5,5	310	-10	-2,9	-20	-5,8
Services financiers	1 370	+10	+1,1	+30	+2,0	1 390	+30	+2,0	+30	+2,0
Services immobiliers	430	-10	-2,4	-10	-1,6	440	-10	-1,5	-20	-3,9
Services aux entreprises	4 210	+10	+0,2	-20	-0,4	4 480	-40	-0,9	-40	-1,0
Services aux ménages	3 620	-160	-4,2	-180	-4,8	3 620	-160	-4,2	-200	-5,1
Services non marchands	28 120	-120	-0,4	+310	+1,1	28 120	-120	-0,4	+300	+1,1
Ensemble	81 090	-730	-0,9	-860	-1,1	83 310	-270	-0,3	-1 710	-2,0

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

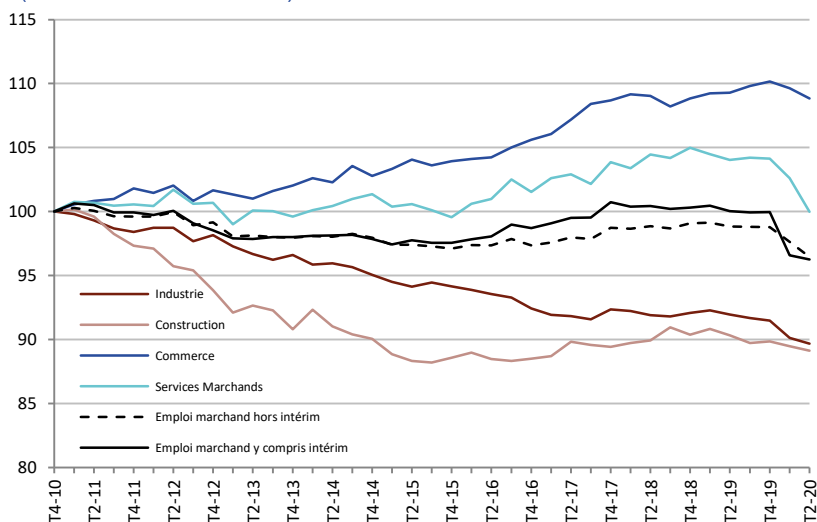
Traitement : Direccte BFC-SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département

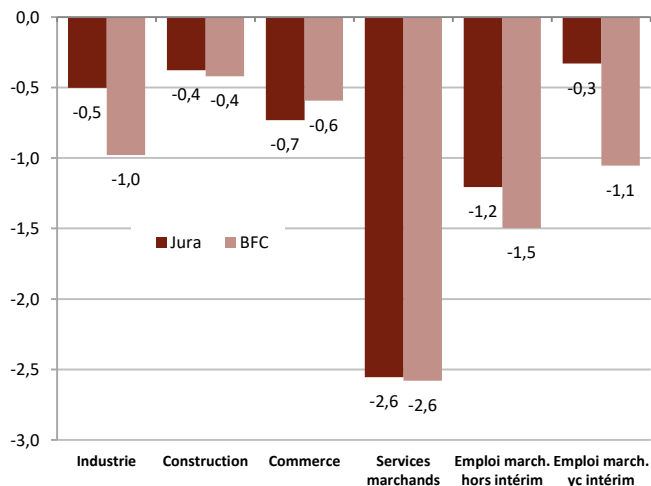
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} et le 2^{ème} trim. 2020, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 2 ^{ème} trimestre 2020 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	< 5	/	/	0,1	+0,1	< 5	/	/	0,5	+0,4
Industrie	1 320	+38,8	-34,3	6,5	-2,9	1 030	-40,1	-46,9	1,9	-0,3
Construction	350	+59,0	-28,7	6,5	-2,3	210	-54,3	-56,3	3,2	+0,2
Commerce	270	+14,7	-10,2	2,4	-0,3	230	-28,1	-25,8	1,7	+0,2
Services	520	+10,6	-12,4	3,1	-0,3	440	-30,2	-25,4	1,6	+0,3
Ensemble	2 460	+31,1	-27,5	4,4	-1,5	1 920	-38,9	-42,2	1,9	-0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

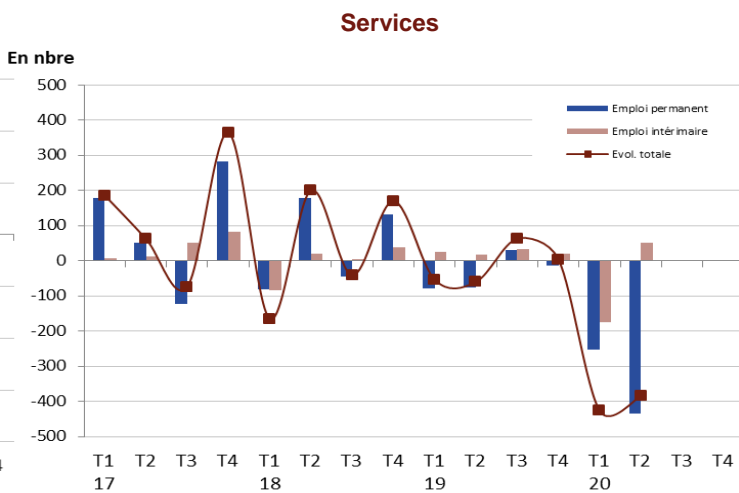
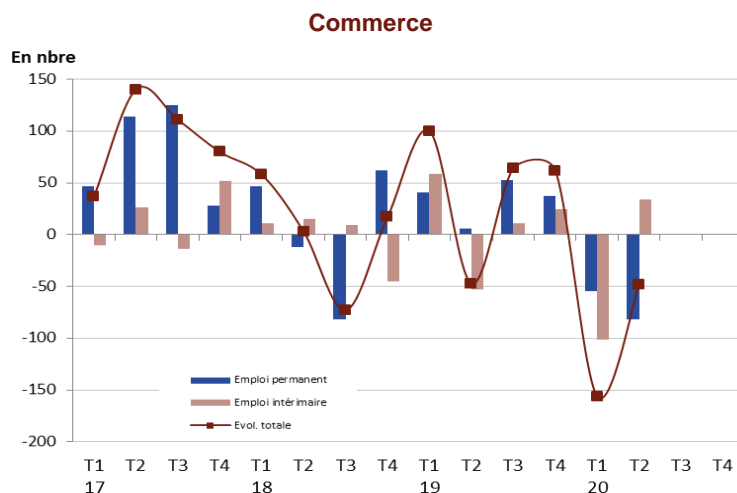
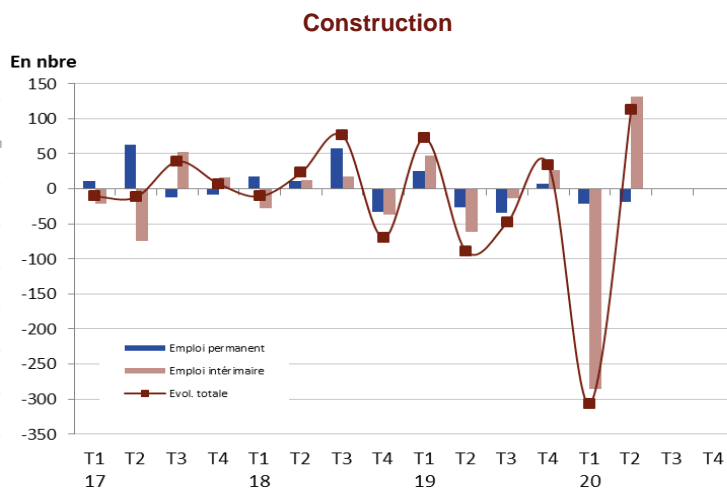
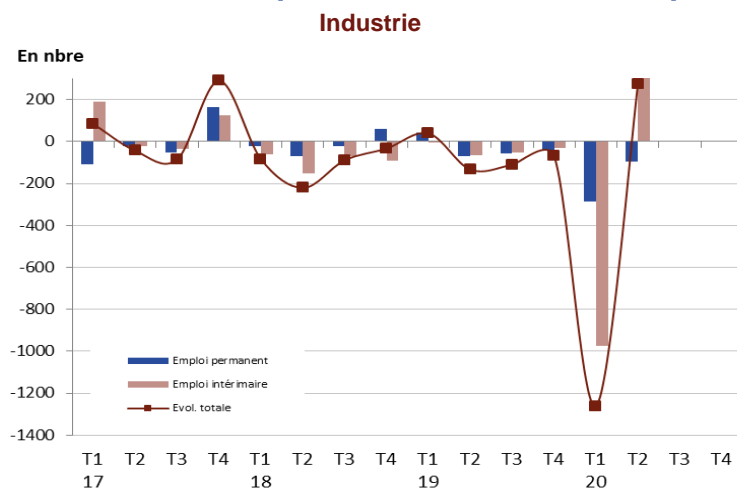
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

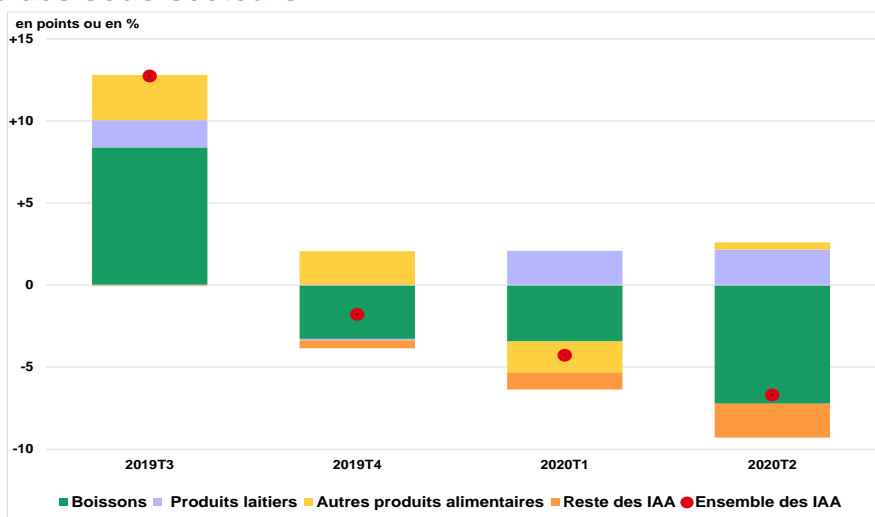
- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Zoom sur les industries agroalimentaires en Bourgogne-Franche-Comté

L'activité dans les industries agroalimentaires (IAA) est repartie dès le mois de mai et a retrouvé un niveau proche d'avant crise. En Bourgogne-Franche-Comté, l'emploi dans les IAA résiste mieux que dans les autres secteurs d'activité et qu'au niveau national. Après avoir légèrement progressé au 1er trimestre 2020, l'emploi salarié permanent diminue légèrement dans la région (-0,9 %) et le recours à l'intérim se redresse (+2,5 %). Les effets de cette crise sanitaire sur l'emploi permanent ont été atténués par les mesures de soutien mises en place, comme l'activité partielle. Au 2e trimestre près d'un salarié sur cinq a bénéficié de l'allocation au titre de l'activité partielle. Sans ce dispositif, la baisse de l'emploi salarié aurait pu atteindre 3,7 %. Néanmoins, les difficultés liées aux débouchés se sont accrues dans certains secteurs des industries agroalimentaires.

Exportations régionales de produits agroalimentaires en glissement annuel et contributions des sous-secteurs



Source : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

Le recours à l'activité partielle a permis d'amortir fortement les effets de la crise sur l'emploi

Demands d'indemnisations	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept-20*
Nombre d'établissements	855	1 139	1 109	501	231	91	51
Heures indemnisées	153 795	515 267	357 776	135 825	54 172	16 822	9 642
Nombre de salariés indemnisés	3 821	6 166	6 081	2 567	968	345	333
% salariés indemnisés / salariés du secteur	15%	24%	23%	10%	4%	1%	1%

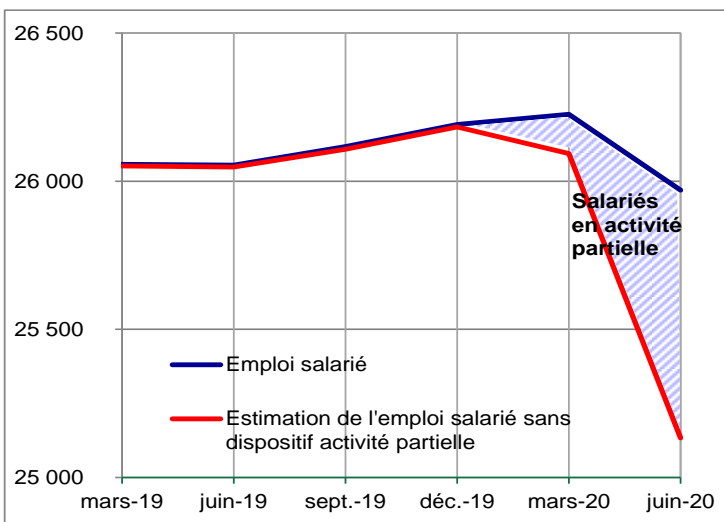
Taux de consommation	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20
Heures indemnisées / heures autorisées	31%	46%	34%	11%	10%	3%	2%

Source : DGEFP-Dares

*Les données du mois de septembre sont estimées à partir du SI APART du 22 octobre 2020

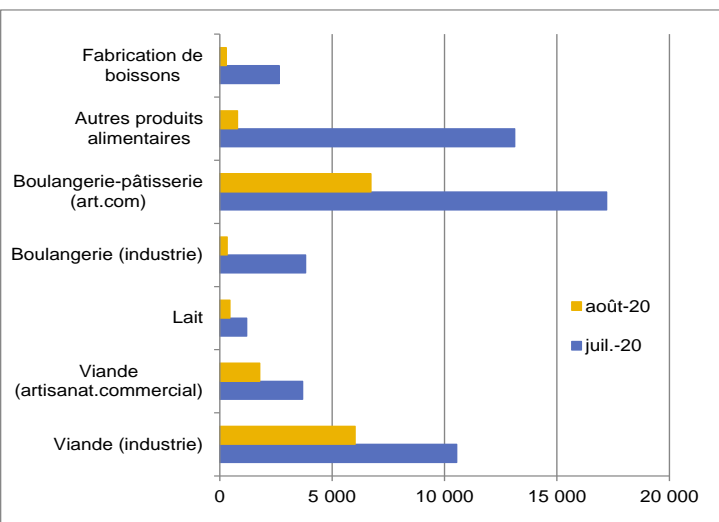
Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

Emploi dans les IAA et recours à l'activité partielle



Sources : DGEFP-DARES ; Insee-Accoss-Dares

Heures consommées au titre de l'activité partielle dans les IAA par principales activités



Source : DGEFP-Dares

L'emploi frontalier

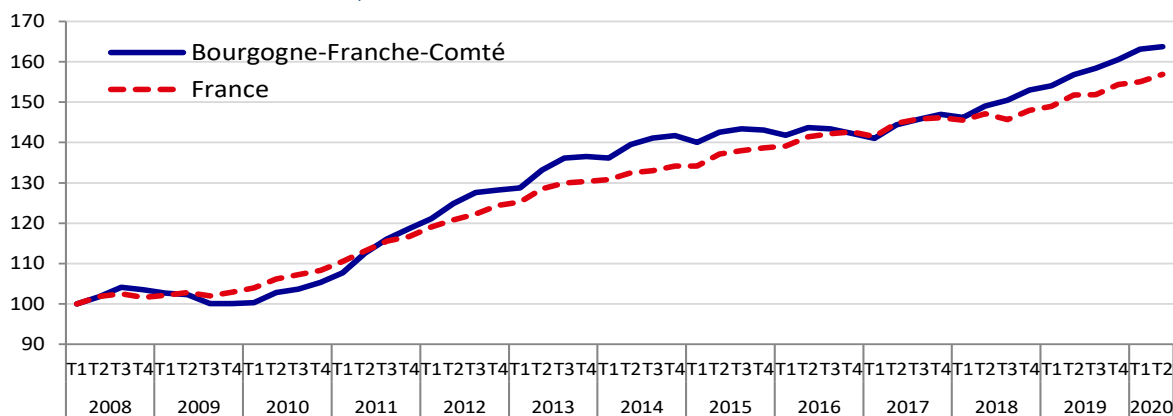
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2020	Actifs occupés RP 2017	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 035	209 590	22,3	-1,0	-4 720	-2,2	151	0,4	+11,0	+30	+24,8
Doubs	220 144	187 840	20,0	-1,3	-7 920	-4,0	27 513	72,0	+0,3	+1 110	+4,2
Jura	104 942	83 310	8,9	-0,3	-1 710	-2,0	6 470	16,9	+0,8	+335	+5,5
Nièvre	72 021	63 870	6,8	-1,0	-2 320	-3,5	14	0,0	0,0	-2	-12,5
Haute-Saône	92 555	64 290	6,9	+0,2	-1 460	-2,2	471	1,2	0,0	+19	+4,2
Saône-et-Loire	211 733	177 040	18,9	-0,7	-6 120	-3,3	150	0,4	+3,4	+11	+7,9
Yonne	127 268	104 220	11,1	-1,0	-3 810	-3,5	17	0,0	+13,3	+5	+41,7
Territoire de Belfort	55 455	47 880	5,1	-1,5	-2 400	-4,8	3 421	9,0	-0,4	+112	+3,4
BFC	1 104 152	938 030	100,0	-0,9	-30 460	-3,1	38 207	100,0	+0,4	+1 620	+4,4

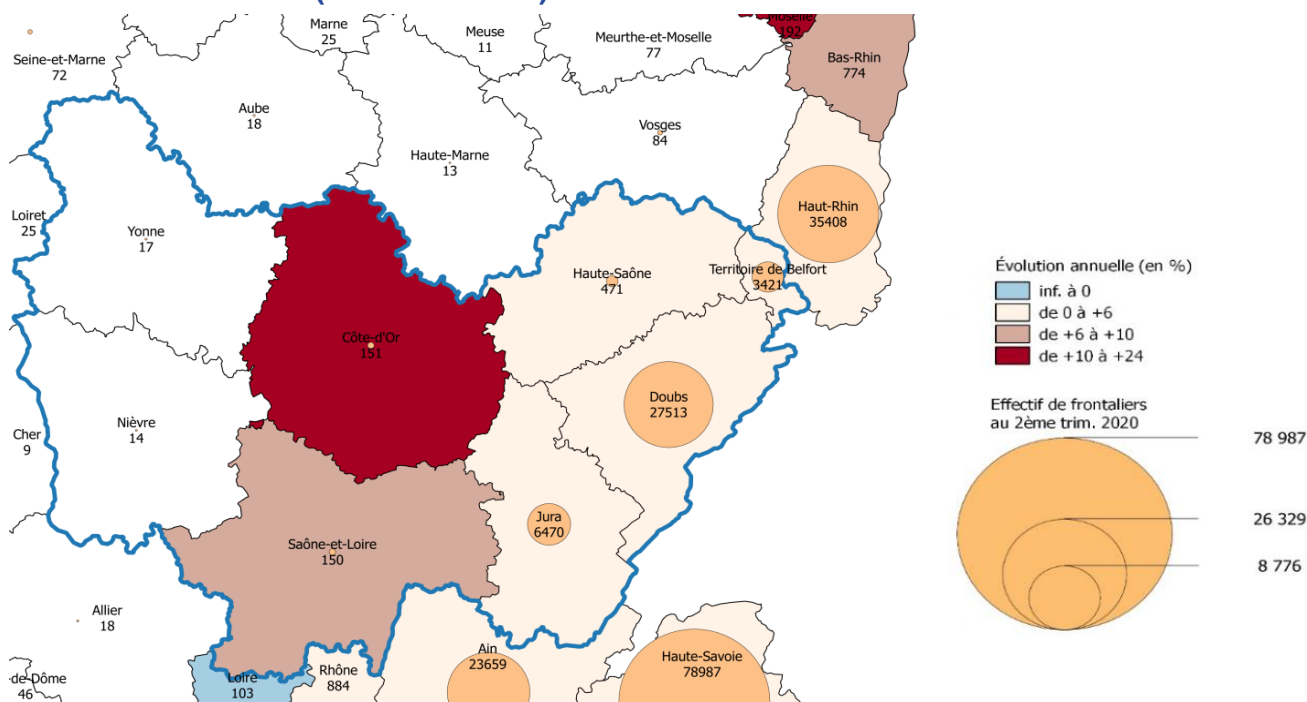
Sources : INSEE - RP 2017 (enquêtes annuelles 2015 à 2019) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 4,2 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 27 513 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T3 2020	Cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2019	Var.(%)/ cumul 2019
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	97	206	-22,8	-20,2
dont Education Nat.	3	10	-47,4	-73,8
dont Collectivités	23	38	-26,9	-14,9
dont résidents QPV	7	11	-64,5	-21,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	170	425	-15,7	+2,7
dont Garantie Jeunes	40	91	-26,6	-25,3
dont résidents QPV	24	47	-13,0	-7,5
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 41 2019)				
- secteur privé	808	1 582	+20,5	+15,3
- secteur public	18	43	+2,4	+1,5

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/
	2020	2020	cumul 2019
Côte d'Or	335	335	-10,7
Doubs	460	460	-15,0
Jura	293	293	-19,1
Nièvre	144	144	-17,2
Haute-Saône	167	167	+17,6
Saône-et-Loire	455	455	+41,3
Yonne	335	335	-12,1
Territoire de Belfort	88	88	+12,8
BFC	2 277	2 277	-4,1

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T2 2020	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	169	-47,4	-42,3
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	153	-6,1	-15,3
IAE (au 1T2020)	945	+7,6	-2,0

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...
- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 139 milliards d'euros en 2017, dont 66 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-dépenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2017>